

Edito

L'Union sera de toute façon perdante. Sauf si...

Par Olivier le Bussy

David Cameron entrera-t-il dans l'histoire comme le Premier ministre britannique qui a provoqué la sortie de son pays de l'Union européenne ? En promettant d'organiser un référendum sur le sujet, David Cameron a joué à l'apprenti sorcier. Son objectif premier était de ressouder les rangs de son parti conservateur, traversé par de forts courants eurosceptiques. Le leader tory a raté la cible d'un kilomètre : son meilleur ennemi, Boris Johnson, l'autre "mâle dominant" des conservateurs, et des ministres de son gouvernement mènent une vigoureuse campagne en faveur du Brexit. L'engagement, non feint, de David Cameron en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE laisse à penser qu'il a pris la mesure du risque. Un peu tard. Les Britanniques jugeront d'ailleurs de la crédibilité de celui qui milite en faveur du "Brexit", promettant à son pays l'Armageddon économique en cas de Brexit. C'est le même homme qui a, des années durant, manifesté son euroscepticisme, puis menacé de larguer les amarres s'il n'obtenait pas de ses partenaires européens les concessions voulues.

En fait de concessions, il a finalement peu obtenu, à l'issue du sommet de février consacré à la "renégociation" du contrat d'adhésion britannique : la possibilité de restreindre l'accès aux allocations sociales des ressortissants de l'UE venus travailler au Royaume-Uni ; une réglementation européenne moins contraignante (la Commission avait déjà mis la "better regulation" en tête de son agenda) ; la protection de la City de Londres ; le droit pour les Parlements nationaux de brandir le carton rouge (sous très strictes conditions) contre une proposition législative européenne. Pas de quoi épater les "Brexiters", qui n'ont pas manqué de lui faire savoir qu'ils trouvent sa moisson bien maigre.

Mais en faisant accepter par ses pairs européens que le Royaume-Uni n'est pas tenu par l'objectif d'établir "une union sans cesse plus étroite", inscrit dans les traités européens, le Britannique a fait un tort considérable à une Union traversant déjà une crise existentielle. Au Pays-Bas, au Danemark, en Europe centrale et orientale, certains seraient, ou sont déjà, tentés de suivre Londres dans cette voie. Aussi, avant même de connaître le résultat du référendum qui se tiendra ce jeudi outre-Manche, on peut déjà pronostiquer que le grand perdant sera l'Union européenne. Dans tous les cas.

Si le Royaume-Uni – une de ses locomotives économiques, un acteur stratégique de premier plan à l'échelle européenne, mais aussi un modèle de démocratie – la quitte, ce sera pour elle un revers politique incommensurable, sans même parler des conséquences économiques. Ce sera la démonstration, aux yeux du monde, que le projet européen a perdu de sa force d'attraction. Sans la grande île, l'Europe sera incomplète.

Et s'il reste ? Il ne faut pas s'attendre à ce que le Royaume-Uni (un pays qui n'est pas dans l'union économique et monétaire européenne, ni dans l'espace Schengen) renonce à son objectif de remodeler l'UE – peut-être avec le concours d'autres Etats membres – selon ses souhaits. A savoir : une simple zone de libre-échange dénuée d'ambition d'intégration politique.

L'Union pourrait encore éviter d'être mise en échec, si un noyau dur d'Etats membres décide d'effectuer un pas résolu vers plus d'intégration, en répondant, vraiment, aux interrogations, aux inquiétudes et à la défiance d'un nombre croissant de citoyens envers "l'Europe". Si ceux qui veulent aller plus loin cessent d'accorder des primes aux emmerdeurs. Sans cela, ils resteront otages des foudrades et du chantage d'un prochain David Cameron.